

# La grève en France : pousser encore pour que les dominos tombent, tous !

*Depuis des semaines, président, ministres et patrons répétaient en boucle « on ne bougera pas ! ». Grâce à celles et ceux qui sont en grève depuis le 5 décembre, cela s'avère faux. C'est le rapport de forces qui détermine les décisions politiques. D'où des dispositions particulières, très insuffisantes, pour certains secteurs professionnels annoncées au fil des semaines ; d'où le retrait, le 11 janvier, de l'âge pivot du texte du projet de loi décidé.*

## Le tour de passe-passe de l'âge-pivot

Le Premier ministre, Edouard Philippe, a retiré l'âge-pivot (qu'il avait fixé à 64 ans) du projet de loi. En réalité, le Premier ministre renvoie vers ses « partenaires sociaux » (CFDT, UNSA, CFTC) la responsabilité de fixer cet âge renommé « d'équilibre ».

L'âge-pivot avait été ajouté dans la contre-réforme plusieurs jours après le début de la grève, pour que la CFDT et l'UNSA entrent dans l'affaire et puissent ensuite se retirer, donnant l'impression que « l'unité syndicale s'affaiblit ». Il s'agissait d'un « chiffon rouge », agité pour tenter de polariser l'attention sur ce point, dans l'idée de faire passer plus facilement tout le reste du projet de retraite à points.

Son retrait ne mettra pas un terme au mouvement ! **Comme si les grévistes allaient oublier pourquoi ils et elles sont en grève depuis le 5 décembre ; comme si nous allions oublier pourquoi les manifestations se succèdent dans tout le pays, oublier pourquoi la grande majorité de notre classe sociale soutient le mouvement et y participe sous des formes diverses.** Non, nous n'oublions pas. Et nous avons le soutien de l'intersyndicale nationale CGT/FO/CGC/Solidaires/FSU, qui renouvelle son appel à la grève reconductible.

## L'éternel « retour » de la lutte de classes

Comme tout mouvement d'ampleur, sa raison ne se limite pas à une cause ; il y a un refus plus global de « l'avenir qu'on nous prépare », une volonté d'en finir « avec les injustices et la misère d'aujourd'hui » et, au fil des discussions, une aspiration grandissante à « une reprise en mains de nos vies », parfois en remettant en cause la hiérarchie, les tâches inutiles, les politiciens professionnels qui s'approprient la politique, l'invention du chômage au lieu de diminuer le temps de travail, etc. Les Gilets jaunes sont passés par là, diront certain.es ; ce n'est qu'un retour aux fondements du mouvement ouvrier, diront d'autres ; tous et toutes ont raison, dirons-nous. La lutte des classes est inhérente à la société capitaliste ; elle ne revient pas au premier plan ; c'est seulement que, par l'action directe des grévistes, nous y avons repris l'offensive ; alors qu'en temps qu'on veut nous faire passer pour « ordinaire », ce sont les patrons et leurs alliés qui la mène.

Le rejet du projet de loi sur les retraites dépasse les contours de la classe ouvrière. Les divers soutiens venant du monde des arts, de la culture ou de la recherche en témoignent. Mais c'est bien de soutien dont il s'agit là : la centralité de la grève est indéniable. **Sans ce que font les cheminots et cheminotes de la SNCF, les salarié.es de la RATP, le personnel de l'Opéra de Paris et d'autres depuis le 5 décembre, il n'y aurait pas de « mouvement contre la retraite à point », on ne causerait pas du sujet, la Macronnerie suivrait son cours...**

Une nouvelle génération militante se sera forgée dans cette lutte. C'est important. Un bilan critique sera à faire, des points négatifs ne doivent pas être passés sous silence si nous voulons être plus fort.es à l'avenir, mais là aussi, il faut affiner : l'auto-organisation, la démocratie des assemblées générales sont en recul à la SNCF par rapport à de précédentes grèves ; mais, quelles avancées à la RATP qui ne connaissaient rien de cela depuis très longtemps ! A la SNCF, assez rapidement les pourcentages de grévistes ont été très différents entre les agents de conduite et les autres ; ce n'est

pas sans lien avec le point précédent, mais c'est loin d'être la première fois dans cette entreprise. Des secteurs entiers ne sont pas rentrés dans le mouvement, en dehors des « grosses journées », et encore, assez faiblement même ces jours-là. Le terme « A.G. » est utilisé pour des situations bien différentes, certaines assez éloignées de la démocratie directe : AG des grévistes sur leur lieu de travail ; AG interprofessionnelle de ville ou quartier, que celle-ci soit l'émanation d'AG de grévistes ou le lieu de rencontres d'activistes qui ne sont pas tous et toutes partie prenante d'une grève ; AG autoproclamée « de base », alors même qu'elle est inventée par un ou des groupes politiques, sans aucun mandat des collectifs en grève ... De cela et de bien d'autres choses, il faudra tirer des enseignements : ils n'auront d'intérêt que discutés et partagés par les acteurs et actrices de ce mouvement, et donc des prochains. Mais par-delà les enseignements et critiques constructives, rappelons-nous : combien croyaient que la grève reconductible irait plus loin que mi-décembre ? Combien auraient parié sur sa poursuite après les fêtes de fin d'année (d'autant que la seule perspective intersyndicale nationale était le lointain rendez-vous du 9 janvier) ?

## **En finir avec le mythe de la grève par procuration**

L'expression fut abondamment employée à propos de la grève de 1995. Banalisée au cours de ce quart de siècle, elle fait partie de ce vocabulaire qu'on nous impose, même s'il ne veut pas dire grand-chose, et qui finit par faire sens, celui voulu par la classe dirigeante. Il faut en finir : la grève par procuration, ça n'existe pas. On est en grève ou on ne l'est pas. Si on ne l'est pas, on peut éventuellement soutenir la grève des autres, mais on n'y participe pas ; même par procuration.

La « grève par procuration » est commode car elle évite de se poser les questions difficiles ; pourtant, ce sont souvent les bonnes questions. Mieux vaut s'atteler à comprendre pourquoi nos forces sont insuffisantes que de croire que dans la construction du rapport de forces, dans l'affrontement social, grévistes et non-grévistes pèsent du même poids. **Celles et ceux qui font l'Histoire depuis le 5 décembre, ce sont les grévistes, pas les spectateurs et spectatrices, mêmes supporters, supportrices ou conseiller.es techniques....**

## **Grève généralisée**

Le mouvement actuel est d'une durée inédite. Dans le prolongement des Gilets jaunes, il fait vaciller le pouvoir ; celui incarné à travers les institutions du régime (président, ministres) mais aussi -et c'est le plus important- le pouvoir réel, celui du patronat, des financiers. C'est ce qui explique les attermoissements qui commencent à se faire jour du côté du gouvernement et les déclarations contradictoires de membres de la majorité présidentielle. La violence et l'impunité policières accrues, s'inscrivent aussi dans cette logique. La grève attaque directement le système dont la minorité d'exploiteurs profite ; ils craignent pour leurs profits.

**C'est là qu'il faut concentrer les attaques : en cessant le travail, en se rapprochant des locaux, en bloquant l'économie, en interpellant directement leurs relais locaux (directions d'entreprise, mais aussi chambres de commerce et d'industrie ou unions patronales).** Le besoin d'extension du mouvement ne se limite pas au soutien à celles et ceux qui sont déjà en grève ; c'est, avant tout, un objectif stratégique pour gagner plus vite et plus fort. Or, le constat est là : la grève générale interprofessionnelle n'a pas pris dans tous les secteurs ; tant s'en faut ! C'est une faiblesse sur laquelle il nous faudra travailler pour l'avenir. La question de la présence syndicale dans les entreprises est déterminante : une présence qui ne doit pas se limiter à la représentation institutionnelle là où elle existe encore, une présence qu'il faut reconquérir dans de très nombreux endroits où le prolétariat, lui, est toujours présent (petites entreprises, « auto-entrepreneurs », intérim, sous-traitance). A n'en pas douter, le syndicalisme interprofessionnel est une des réponses appropriées ; à condition de le (re)construire vraiment, à la base, en y mettant les moyens en temps et militants. A n'en pas douter, il est nécessaire que le maximum de militantes et militants s'y consacre dès maintenant, en se mettant à disposition des Unions interprofessionnelles, pour diffuser les tracts aux portes des entreprises qui ne sont pas dans le mouvement, pour y tenir des réunions d'information et de mobilisation, pour soutenir les

délégué.es syndicaux isolé.es, pour faire le lien avec les Gilets jaunes, pour permettre des manifestations et autres initiatives interprofessionnelles locales.

Dans les entreprises où le difficile, mais indispensable, travail de propagande, explication, motivation et organisation n'a pas été réalisé entre septembre et début décembre, la réalité est en décalage avec ce qu'on connaît par exemple à la SNCF ou à la RATP. Sur le plan interprofessionnel, la marche est plus haute encore ; une partie de ce qui a été abandonné depuis des dizaines d'années par le mouvement syndical, fut-il de lutte, ne sera pas rattrapable durant ce mouvement. C'est à long terme, mais sans tarder, qu'il faudra s'y atteler. Relançons une idée, adoptée déjà dans quelques congrès syndicaux mais quasiment nulle part mise en œuvre : **rendre « normal » le fait qu'un pourcentage du temps de délégation syndicale de chaque militante ou militant soit consacré à des tâches interprofessionnelles**. Cela n'aura rien de magique en termes d'effet, mais avec quelques autres dispositions portant sur la répartition du temps passé avec les collègues d'une part, avec les patrons d'autre part, ou le caractère interprofessionnel des formations syndicales, ça pourrait contribuer à changer grandement la donne. On ne reviendra pas ici sur la question des caisses de grève<sup>1</sup>.

Autre fait notable : **bien plus que lors des précédents grands mouvements sociaux dans le pays, beaucoup de choses se passent dans les localités** : manifestations syndicales unitaires et pas seulement lors des « journées nationales », fêtes organisées en soutien aux grévistes, débats, actions visant des cibles économiques, aides au piquet de grève, etc.

Faute de grève générale, malgré les inédits appels unitaires nationaux, confédéraux et fédéraux, optons déjà pour une grève généralisée. L'objectif demeure la reconduction ; mais la grève partout, même si dans certains secteurs elle est limitée, voilà qui accélérerait beaucoup les choses...

## Et les dominos alors ?

C'est Macron qui en avait parlé : *« Si je commence à dire [qu'] on garde un régime spécial pour l'un, ça va tomber comme des dominos, hein ! Parce que derrière on me dira "vous faites pour les policiers, donc les gendarmes". Donc en suite on me dira "vous faites pour les gendarmes, pourquoi pas pour les infirmiers et infirmières, les aides-soignants"... »*

Il a fait pour les policiers, pour les gendarmes ; il a proposé de manière notoirement insuffisante) pour d'autres ; il a retiré « provisoirement » son âge-pivot... Allez, poussons encore un peu....

Christian Mahieux,  
Le 12 janvier 2020

---

<sup>1</sup> <https://ceriseslacooperative.info/2019/12/31/caisse-de-greve/>